



Le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux (« MTPI » ou « Mécanisme ») a été créé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 22 décembre 2010, pour continuer à exercer les compétences, les fonctions essentielles, les droits et obligations du Tribunal pénal international pour le Rwanda (« TPIR ») et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (« TPIY »), une fois leurs mandats respectifs arrivés à échéance.

FICHE INFORMATIVE

À ce jour, huit des personnes mises en accusation par le TPIR pour leur participation au génocide perpétré au Rwanda en 1994 sont encore en fuite. Le Mécanisme est compétent pour juger les trois accusés suivants : Augustin Bizimana, Félicien Kabuga et Protais Mpiranya. Cinq autres accusés étaient mis en cause dans des affaires qui ont été renvoyées aux autorités rwandaises : Fulgence Kayishema, Charles Sikubwabo, Aloys Ndimbati, Ryandikayo et Phénéas Munyarugarama. Un autre fugitif dont l'affaire avait été renvoyée au Rwanda, Ladislas Ntaganzwa, a été arrêté au Congo le 9 décembre 2015.

MICT-13-39

FUGITIF — AUGUSTIN BIZIMANA



À partir de juillet 1993 et jusqu'au 17 juillet 1994, Augustin Bizimana a été Ministre de la défense du Gouvernement intérimaire du Rwanda.

Année et lieu de naissance	1954, commune de Gituza, préfecture de Byumba (Rwanda)
Acte d'accusation	Acte d'accusation en vigueur déposé le 17 octobre 2011
État d'avancement de l'affaire	En fuite depuis le 29 août 1998

INFORMATIONS RELATIVES À L'AFFAIRE

ACTE D'ACCUSATION

Augustin Bizimana a été mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « TPIR ») pour génocide, complicité de génocide, crimes contre l'humanité et violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève, au Rwanda entre le 6 avril et le 17 juillet 1994. Au cours de cette période, Augustin Bizimana était Ministre de la défense.

Selon l'acte d'accusation, Augustin Bizimana est responsable du crime de génocide et d'autres crimes, pour avoir tué et blessé des personnes identifiées comme tutsies dans les préfectures de Kigali-ville et de Kigali-rural ainsi que dans les préfectures de Gitarama, Gisenyi, Ruhengeri, Butare, Kibuye et Cyangugu.

Il est également allégué dans l'acte d'accusation que, en sa qualité de Ministre de la défense, Augustin Bizimana avait le pouvoir de contraindre les membres des forces armées rwandaises (les « FAR »), les *Interahamwe*, les *Impuzamugambi* et d'autres miliciens et civils hutus utilisés pour commettre des crimes ou y participer, à obéir à ses ordres. Augustin Bizimana aurait ordonné à ces personnes de se comporter de manière à commettre ces crimes et à participer à leur commission.

Il est mentionné dans l'acte d'accusation qu'au cours de cette période, partout au Rwanda, des attaques généralisées et/ou systématiques étaient perpétrées contre la population civile pour des motifs discriminatoires fondés sur l'appartenance de certains de ses membres au groupe ethnique tutsi et pour des motifs politiques. Au



cours de ces attaques, certains citoyens rwandais ont tué des personnes perçues comme étant des Tutsis, des opposants politiques et leurs sympathisants, ainsi que des personnes chargées d'assurer leur protection, ou porté atteinte à leur intégrité physique ou mentale.

Les accusations portées dans l'acte d'accusation comprennent les crimes suivants :

Un chef de génocide (chef 1)

Un chef de complicité dans le génocide (chef 2)

Six chefs de crimes contre l'humanité

- Extermination (chef 3)
- Assassinat (chef 4)
- Viol (chef 5)
- Torture (chef 6)
- Autres actes inhumains (chef 7)
- Persécution (chef 8)

Cinq chefs de violations de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et du Protocole additionnel II

- Meurtre (chef 9)
- Torture (chef 10)
- Viol (chef 11)
- Traitements cruels (chef 12)
- Atteintes à la dignité de la personne (chef 13)

TRANSFERT DE L'AFFAIRE AU MTPI

Le 1^{er} août 2012, le dossier d'Augustin Bizimana a été transféré au Procureur du MTPI.

Le 29 avril 2013, le juge unique du MTPI, Vagn Joensen, a délivré un mandat d'arrêt assorti d'une ordonnance de transfert, enjoignant à tous les États Membres de l'ONU, de rechercher, d'arrêter et de transférer Augustin Bizimana sous la garde de la division d'Arusha du MTPI, où il sera détenu au centre de détention des Nations Unies.

Conformément à la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité de l'ONU, tous les États ont l'obligation de coopérer avec le MTPI dans le cadre de la recherche, de l'arrestation, de la détention, du transfèrement des accusés en fuite et de leur traduction devant les Tribunaux.